



Fédération de
L'EUROPE

Viab! Durable ! Ne laissons pas fermer la papeterie M-REAL

Le gouvernement doit prendre ses responsabilités !

Lundi 24 octobre 2011 : une date que les salariés de chez M-Real ne sont pas prêts d'oublier tant elle est signe de révolte : Mikko Helander, PDG du groupe M-Real annonce aux organisations syndicales la fermeture de son site papetier d'Alizay.

Au mépris de tout le travail effectué depuis deux ans par les salariés et le collectif pour le maintien et le développement de l'emploi, il décide avec ses actionnaires de sacrifier le fleuron papetier haut normand ainsi que ses 330 salariés (700 avec les emplois induits).

STOPPER LE BRAS DES AFFAIRISTES !

Quelle est cette société capitaliste qui accepte au nom de la concurrence dite « libre et non faussée » orchestrée par l'Europe, de se laisser voler son destin industriel par quelques financiers milliardaires qui ont pris l'ascendant sur l'action politique et sur l'Etat ? Peut-on l'accepter ? Jusqu'à quand ? Faut-il en arriver à la situation grecque pour s'apercevoir que les affairistes se soucient uniquement de gaver leurs actionnaires plutôt que de développer l'activité industrielle et le retour de la croissance économique ?

La situation de M-Real aujourd'hui est un cas d'école et nous devons tous ensemble porter des solutions politiques permettant de sauver l'entreprise alizéenne. Il en va de tout un territoire qui a malheureusement déjà été amputé de plusieurs centaines de ses emplois ces dernières années.

D'autant plus que les services de l'Etat, la Région, le département se rencontrent pour développer l'emploi industriel dans la vallée de l'Andelle et notamment sur Alizay avec, entre autre, le projet de création d'un port fluvial sur les terrains appartenant à M-Real. Pourrait-on imaginer le développement économique en acceptant la suppression d'activités existantes ? Bien sûr que non.

CONTRAINdre M-REAL A VENDRE !

Les communistes, présents depuis le début des combats, ne comptent pas rester à l'état du constat et demandent expressément au gouvernement et au Président de la République de porter activement les revendications des salariés : obliger M-Real à vendre puisqu'il est vendeur et puisque deux repreneurs sont prêts à accepter l'offre.

Les patrons-voyous les voilà bien identifiés ! Ils volent ici la vie de milliers de gens, Il faut reprendre la main sur eux !

LA DROITE, LE GOUVERNEMENT AU PIED DU MUR !

La droite n'a cessé de nous expliquer qu'elle allait trouver le moyen d'accompagner les négociations et de permettre la vente. C'était quasi certain aux dires d'Eric BESSON et de Bruno LE MAIRE. Et bien Messieurs, aujourd'hui, il en va de votre crédibilité ! Allez-vous oui ou non passer outre le carcan libéral de l'Europe et imposer avec la population le sauvetage

impératif pour notre département, notre région, de l'entreprise M-Real à Alizay ?

L'Etat, le gouvernement de la France doit faire respecter la France et ne pas laisser le PDG finlandais aux ordres des actionnaires de M-Real faire fi de la volonté des représentants de la nation. Il doit aussi intervenir dans un montage juridique et financier propre à contraindre les patrons de la papeterie à vendre l'entreprise en vue d'une reprise industrielle.

LES COMMUNISTES ET LEURS ELUS PORTEURS DE PROPOSITIONS

En ce qui concerne les élus communistes, ils font des propositions concrètes pour sauver l'entreprise, développer l'outil industriel et maintenir l'emploi sur le site. Parce que l'heure n'est plus au constat, ni à la dénonciation des méthodes scélérates du groupe finlandais. Il ne veut pas vendre ? Et alors ? Ne pourrait-on pas exproprier sur le champ ce propriétaire au titre de l'utilité publique ?

Cela pourrait permettre à la Région Haute-



Normandie de s'associer avec un des deux repreneurs pour porter un projet industriel de grande envergure où la papeterie jouerait un rôle majeur sur le territoire national (biomasse, port fluvial, diversification papetière, zone modale, etc.).

Autant de propositions que Gaëtan LEVITRE, maire d'Alizay et Conseiller général, entend mettre en débat et surtout en œuvre avec les élus communistes du département, avec les conseillers régionaux communistes dont Jean-Luc LECOMTE, membre du collectif, avec nos députés et sénateurs communistes normands, et notre député européen Jacky HENIN.

LES COMMUNISTES APPELLENT A LA MOBILISATION

La fédération de l'Eure du PCF appelle à un large rassemblement autour de ces propositions qui seront portées au plus haut niveau. La gauche se doit dès à présent d'agir et de montrer qu'elle est capable d'aller au-delà des schémas traditionnels.



Bulletin d'adhésion au Parti communiste français

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tél :

Mail :

à retourner à : Fédération de l'Eure du PCF - 63 rue Saint Thomas 27 000 Évreux